

« Ne rien faire serait criminel. »



Architecte et enseignante, Dominique Gauzin-Müller milite depuis vingt-cinq ans pour une architecture écologique. Auteur de nombreux ouvrages à ce sujet, elle nous livre sa vision du Grenelle de l'environnement enrichie de son expérience allemande et plus largement européenne.

Architectures à vivre : Que représente pour vous le Grenelle de l'environnement ?

D. Gauzin-Müller : L'organisation du Grenelle de l'environnement est un immense espoir pour des milliers de professionnels du bâtiment. Pour la première fois, des responsables politiques montrent un réel intérêt pour des sujets qui les faisaient encore sourire il y a quelques années ! La préparation de cette manifestation est très motivante pour les pionniers qui s'engagent depuis des décennies en faveur d'une approche éco-responsable de l'architecture et de l'urbanisme, et elle unit enfin dans un but commun des gens qui ne s'étaient jamais vraiment écoutés. Ce Grenelle de l'environnement fait également le lien entre les domaines très variés dont dépend un développement durable et équitable : l'agriculture, la médecine, les transports... et bien sûr, le bâtiment. Cette approche holistique (du grec *holos*, tout entier), qui s'appuie sur des préoccupations écologiques, économiques, sociales et culturelles, est la seule qui soit vraiment fidèle à l'esprit du rapport Brundtland¹. Dans le cadre de ce débat d'intérêt national, des milliers d'experts et de praticiens du terrain partagent depuis des mois leurs expériences, mutualisent leurs connaissances et donnent de leur temps dans l'espoir de faire évoluer une situation devenue inquiétante pour l'avenir de notre civilisation. Le

changement d'état d'esprit nécessaire est en train de se généraliser. Presque tous les acteurs du bâtiment ont désormais conscience que nous avons dix à quinze ans de retard sur certains de nos voisins et un consensus gagne peu à peu l'ensemble de la filière. Cet élan est le seul moyen d'avancer rapidement grâce à des solutions pragmatiques, concrètes et efficaces.

« Les usagers doivent toujours être au centre de nos préoccupations et nous avons des responsabilités concernant leur santé, leur confort et les liens sociaux qui les unissent. »

AàV : Quels sont les enjeux dans le secteur du bâtiment ?

DG-M : L'approche éco-responsable de l'architecture et de l'urbanisme concerne toutes les ressources naturelles touchées par la construction et l'usage des bâtiments : l'énergie, les matériaux, le sol, l'eau et l'air. La raréfaction et le prix croissant des énergies fossiles, ainsi que les gaz à effets de serre produits par leur combustion qui ont un impact direct sur le réchauffement climatique, font de la maîtrise de nos besoins énergétiques un enjeu majeur. Mais outre l'énergie consommée pour chauffer, rafraîchir et

éclairer les bâtiments, il faut prendre en compte l'énergie grise nécessaire à la fabrication et au transport des matériaux. Les objectifs ne se limitent cependant pas à une utilisation plus raisonnée des ressources épuisables : énergies fossiles, minéraux, minerais, etc. Il est également indispensable d'économiser le foncier, de préserver la qualité de l'eau et de l'air et d'encourager l'utilisation des apports solaires, de la géothermie, du bois pour la construction et le chauffage, etc. Sans oublier que les usagers doivent toujours être au centre de nos préoccupations et que nous avons des responsabilités concernant leur santé, leur confort et les liens sociaux qui les unissent. À travers les labels Passivhaus et Minergie, lancés au début des années 1990, les Allemands et les Suisses se sont surtout concentrés sur la réduction de la consommation énergétique. Les Autrichiens, avec l'Ecopass² du Vorarlberg puis le label Klimaaktivhaus³, ont judicieusement élargi leur grille d'évaluation à la fonctionnalité, au choix des matériaux, à la gestion de l'eau, aux moyens de déplacement, etc. L'apport de la France pourrait être une approche vraiment holistique, incluant des préoccupations sociales et culturelles.

AàV : Quelles sont les urgences ?

DG-M : La principale urgence concerne, à mon avis, la formation initiale et continue de tous les acteurs du

bâtiment : décideurs publics, urbanistes, architectes, ingénieurs, programmistes, économistes, entreprises, artisans, etc. Si la maîtrise de la démarche et des techniques n'est pas rapidement acquise, nous risquons des contre-performances démotivantes, comme nous en avons connu dans les années 1980 avec les MOB (Maisons à ossature bois) et les maisons solaires. Le secteur du bâtiment cherche désespérément des ouvriers : 400 000 postes seraient à pourvoir ! L'approche éco-responsable est la chance à saisir pour revaloriser le travail manuel et donner envie à des jeunes de s'investir dans des métiers d'avenir. La deuxième urgence concerne bien sûr la maîtrise de notre consommation d'énergie. La stratégie de l'association négaWatt⁴, qui commence à faire l'unanimité, prône la sobriété, pour réduire les besoins à la source, l'efficacité par des mesures passives sur le bâti et des installations optimisées et enfin le recours aux énergies renouvelables. La troisième urgence est liée aux matériaux de construction. Nos ressources en minéraux et en minerai s'épuisant, il faut développer l'emploi du bois, seul matériau de structure renouvelable, disponible en grande quantité dans notre pays et dont la transformation demande peu d'énergie. La relance de la filière bois présente aussi l'avantage de doper des économies locales et de renforcer l'identité de régions touchées par l'exode rural. L'exemple du Vorarlberg nous a magistralement prouvé que la filière bois pouvait être un formidable moteur économique, social et culturel, tout en respectant l'environnement !

AàV : Pouvons-nous espérer rapidement des mesures concrètes ?

DG-M : La première mesure concernera sans doute l'application aux bâtiments de pratiques tendant vers le facteur 4, avec un renforcement très net des exigences de la RT 2005.

La consommation annuelle moyenne d'énergie primaire⁵ pour le chauffage et l'eau chaude de notre parc immobilier doit passer le plus rapidement possible des actuels 150 à 350 kWh par mètre carré de surface hors-œuvre nette à une valeur située entre 50 et 80 kWh/m²/an. Le premier groupe de travail



Hermann Kaufmann architecte, maison à Langen, Vorarlberg, 2001.

sur le bâtiment, mis en place par le gouvernement dans le cadre du Grenelle de l'environnement, a proposé plusieurs valeurs autour desquelles un consensus semble se dégager. À l'horizon 2013 à 2015, la consommation d'énergie primaire pour le chauffage et l'eau chaude devrait être inférieure à 50 kWh/m².an dans les bâtiments neufs et 80 kWh/m².an en rénovation. Cela correspond aux exigences de la certification Effinergie⁶, calées sur le label Bâtiment basse consommation énergétique BBC 2005, défini par un arrêté ministériel du 8 mai 2007. Dans un pays aux climats aussi variés que le nôtre, ces niveaux seront bien sûr à moduler selon les régions et l'altitude. Pour 2020, l'objectif proposé par le groupe de travail est la généralisation des bâtiments passifs ou à énergie

positive. De nombreux professionnels du bâtiment impliqués dans les débats souhaitent également une simplification de la liste des certifications énergétiques et la mise en place d'une nouvelle méthode d'évaluation des bâtiments, plus conforme à la pratique du terrain que la grille des quatorze cibles HQE[®].

Cette démarche franco-française a prouvé depuis longtemps ses limites et les chiffres parlent d'eux-mêmes : au cours des dix dernières années, on a construit moins de cent bâtiments HQE[®], qui n'ont d'ailleurs pas toujours tenu leurs promesses, alors que nos voisins germaniques réalisaient pendant cette période environ six mille bâtiments avec le label Minergie et autant avec le label Passivhaus.

AàV : La politique peut-elle faire réellement avancer le débat ?

DG-M : Face à la gravité d'une situation qui demande des mesures rapides et énergiques, les responsables politiques ont un rôle essentiel à jouer, et l'exemple de l'Allemagne montre bien l'influence positive qu'ils peuvent avoir. Député du Bade-Wurtemberg,

membre éminent du Club de Rome, directeur du Wuppertal Institut et co-rédacteur du livre *Facteur 4*⁷ Ernst-Ulrich von Weizsäcker a certainement influencé les orientations stratégiques prises à l'époque, en particulier les investissements dans les technologies liées à l'écologie, qui dopent actuellement l'économie allemande. Les responsables politiques français doivent aujourd'hui non seulement donner les impulsions nécessaires à un rapide passage à l'acte, mais aussi préparer le cadre permettant cet indispensable changement de cap : exiger la mise en pratique immédiate des lois existantes, parfois très bonnes mais pas appliquées ; dépoussiérer les DTU⁸ et réglementations françaises pour les adapter à la réalité de la construction éco-responsable ; libéraliser l'emploi

de produits et techniques validés par des avis techniques européens ; mettre en place des aides à la construction écologique, par exemple sous la forme de crédits bonifiés, selon un système à points, simple et pragmatique, qui permette à chacun d'agir selon ses possibilités et tire vers le haut l'ensemble des acteurs du bâtiment.

AàV : Que répondriez-vous aux détracteurs de la manifestation ?

DG-M : Nous devons bien sûr être vigilants pour qu'au-delà d'un battage médiatique, le Grenelle de l'environnement aboutisse aux mesures concrètes et efficaces dont nous avons absolument besoin. Mais je conseille aux détracteurs de la manifestation de lire quelques-uns des nombreux livres qui

lancent des cris d'alarme : *Mal de terre*⁹ d'Hubert Reeves, *Pétrole apocalypse*¹⁰ d'Yves Cochet, *Effondrement*¹¹ de Jared Diamond. S'ils sont honnêtes, ils comprendront vite qu'il est minuit moins une et que ne rien faire serait criminel. L'enjeu est trop vital pour s'encombrer de préjugés et refuser de coopérer avec des adversaires politiques. Il y a vingt-cinq ans que je milite en faveur de l'écologie. Un des moteurs qui m'animent est lié à l'histoire de l'Allemagne, pays dans lequel je vis depuis cette époque. Je ne pourrais pas supporter que mes enfants ou mes petits-enfants me disent un jour : « *Tu savais, alors pourquoi n'as-tu rien fait ?* »

Dominique Gauzin-Müller
Stuttgart, le 8 octobre 2007.

1. En 1987, la Commission mondiale sur l'environnement et le développement définit la politique nécessaire pour parvenir à un « développement durable » : le rapport de Brundtland, du nom de sa présidente, Gro Harlem Brundtland, alors Premier ministre de la Norvège.

« Le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. Deux concepts sont inhérents à cette notion : le concept de "besoins", et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis, à qui il convient d'accorder la plus grande priorité, et l'idée des limitations que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale impose sur la capacité de l'environnement à ne pas répondre aux besoins actuels et à venir. »

2. Une version française de l'Ecopass, ainsi qu'un texte explicatif, sont téléchargeables sur le site de l'association Envirobat-Méditerranée : www.envirobat-med.net.

3. www.klimaaktivhaus.at

4. www.negawatt.org

5. Le coefficient de conversion entre énergie finale et énergie primaire est de 1 pour les énergies fossiles, de 2,58 pour l'électricité et de 0,6 pour le bois.

6. www.effinergie.org

7. Ernst von Weizsäcker, Amory B. Lovins et L. Hunter Lovins, *Facteur 4. Deux fois plus de bien-être en consommant deux fois moins de ressources. Un rapport au Club de Rome*, Éditions Terre Vivante, 1997, réédité en 2002.

8. Les DTU ou Documents techniques unifiés contiennent les règles techniques relatives à l'exécution des travaux de bâtiment.

9. Hubert Reeves avec Frédéric Lenoir, *Mal de terre*, Éditions du Seuil, collection « Science ouverte », Paris, 2003.

10. Yves Cochet, *Pétrole apocalypse*, Fayard, 2005.

11. Jared Diamond, *Effondrement. Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie*, Éditions Gallimard, collection « NRF essais », 2006.

Le salon de la vie écologique

Viv'expo 2007

30 novembre
1^{er} et 2 décembre 2007

RENNES
Parc des Expositions

- Eco-habitat
- Santé
- Alimentation
- Environnement
- Loisirs verts

200 exposants - 80 conférences et ateliers

05 57 54 34 81 - info@vivexpo.com

www.vivexpo.com



Agence de l'Environnement
et de la Maîtrise de l'Énergie



communica
ORGANISATION